

Chantal Mouffe: «Il est nécessaire d'élaborer un populisme de gauche»

PAR JOSEPH CONFAVREUX
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 10 AVRIL 2016

Que pense de la « Nuit Debout » l'une des inspiratrices du mouvement Podemos ? Pour Chantal Mouffe, « *il faut une traduction institutionnelle aux mouvements de révolte* ».

Le travail de théorie et de philosophie politique de l'universitaire belge Chantal Mouffe, mené notamment avec Ernesto Laclau, inspire toute une partie de la gauche européenne, en particulier le mouvement espagnol Podemos avec lequel elle entretient des liens étroits. Les éditions Albin Michel traduisent aujourd'hui, sous le titre *L'Illusion du consensus*, un ouvrage initialement paru en 2005, *On the Political*, dans lequel on retrouve sa conviction que la conflictualité constitue le cœur même d'une véritable politique démocratique.

Pour elle, « *le véritable défi auquel la politique démocratique est confrontée tant à l'échelle nationale qu'internationale, consiste non pas à dépasser la relation nous/eux, mais à savoir comment construire des formes de rapport nous/eux qui soient compatibles avec un ordre pluraliste* ». Liant la montée en puissance des partis identitaires et xénophobes au brouillage du clivage gauche-droite et à l'incapacité des partis sociaux-démocrates à mobiliser les affects politiques aussi bien que Marine Le Pen ou Geert Wilders, elle en appelle à un « *populisme de gauche* », transeuropéen. Qui serait susceptible, par la construction d'identités collectives progressistes, de faire pièce aux rhétoriques d'exclusion, au moment où la dénonciation morale consistant, juge-t-elle, « *à s'assurer de ses vertus en traquant les vices des autres* » s'avère inefficace.

À l'occasion de son passage à Paris, celle qui enseigne aujourd'hui la théorie politique à l'université de Westminster à Londres, livre pour Mediapart son regard sur la « Nuit Debout » et les évolutions de Podemos. Entretien.

Quel regard portez-vous sur le mouvement « Nuit Debout » ?



Chantal Mouffe © capture d'écran Youtube

Il est réjouissant que les Français se réveillent. On se demandait tous pourquoi il n'y avait pas eu de mouvements de cette sorte dans ce pays. Je crois qu'il existait encore l'espoir de changer les choses par les moyens traditionnels de la politique. Mais l'expérience du gouvernement Hollande a fait perdre les dernières illusions.

Cela dit, même si je trouve très bien cette prise de conscience de la nécessité d'une autre politique, je ressens également une forme de confusion. J'ai entendu dire que c'était comparable à Podemos mais, pour moi, c'est différent. Podemos a donné aux *Indignados* une traduction institutionnelle. Même s'il est trop tôt pour juger les formes que le mouvement « Nuit Debout » peut prendre, il me semble être davantage sur une ligne proche de celle d'Occupy, avec une attitude très horizontaliste et basiste, refusant tout leader ou tout engagement vers les institutions. Ce que je trouve problématique.

Podemos a bien expliqué qu'il n'était pas le « parti des *Indignados* », mais qu'il n'aurait pas été possible sans ce mouvement qui a créé un terreau favorable. Podemos est né de ce terreau, mais aussi du constat qu'après deux ans de mouvements « indignés » et de « marées » dans plusieurs villes d'Espagne, c'est le Parti populaire [*PP, conservateurs – ndlr*] qui l'a emporté avec une majorité absolue aux élections législatives. Il fallait donc accepter de participer aux élections et aux institutions politiques, même si certains membres des mouvements indignés n'ont pas accepté ce choix. Pour changer les choses, on ne peut se contenter soit du mouvement social, soit de la politique traditionnelle.

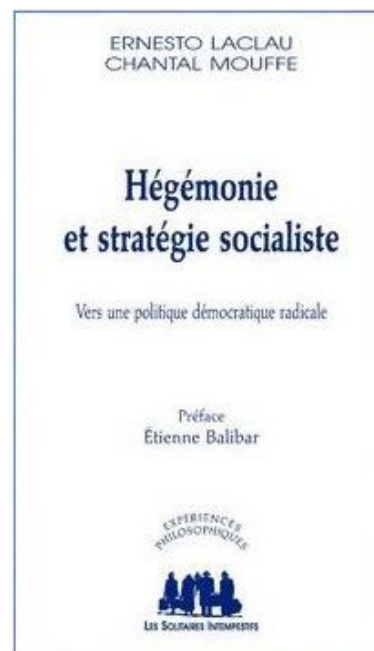
La « Nuit Debout » refuse cette dichotomie entre mouvement politique et social et affirme être à la fois l'un et l'autre...

Le politique et le social sont évidemment articulés mais, sans dire qu'il faudrait se plier aux institutions qui existent, je pense qu'il faut une traduction institutionnelle aux mouvements de révolte. Je ne suis pas sur une ligne purement horizontaliste, mais pour l'établissement d'une synergie entre les dimensions verticale et horizontale. Occupy a permis de mettre la question des inégalités sur l'agenda politique aux États-Unis, et le succès actuel de Sanders aurait sans doute été impossible sans cela. De même, l'accès de Corbyn à la tête du parti travailliste ne se conçoit pas sans les mouvements de jeunes qui ont, en amont, permis des prises de conscience. Mais l'occupation de places et la mise en branle des « multitudes » chères à Toni Negri et Michael Hardt ne suffisent pas, il faut aussi agir au niveau des institutions.

La quatrième de couverture de votre dernier livre paru en français vous présente comme « l'inspiratrice », avec Ernesto Laclau, du mouvement espagnol Podemos. Comment considérez-vous l'évolution de celui-ci ? Ne tend-il pas vers trop de verticalité ?

Les membres de Podemos sont très conscients de ce risque. Pendant toute l'année dernière, ils ont été confrontés, en continu, à des élections et ont dû mettre l'accent sur la machine de guerre électorale au détriment des mouvements sociaux. Pour moi, c'était lié aux circonstances et ils réfléchissent déjà aux façons possibles de réorganiser les « cercles » pour ne

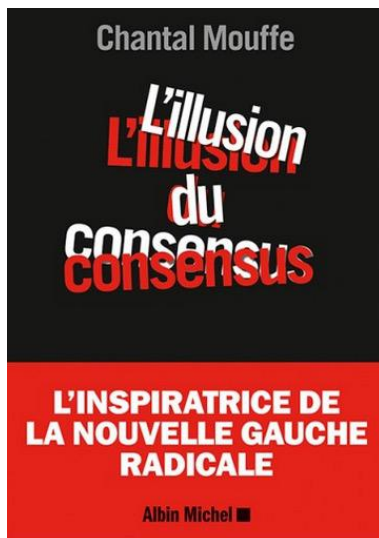
pas devenir un parti politique comme un autre. Je ne pense donc pas que Podemos soit devenu trop vertical, même si toute une série de personnes l'affirment.



Quant à me définir comme « inspiratrice » de Podemos, même si je suis proche d'eux, il s'agit surtout de théorie politique. Plusieurs des initiateurs de Podemos se sont référés au livre que j'ai écrit avec Ernesto Laclau, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale* [traduit en français aux Solitaires intempestifs en 2009 – nldr].

Cet ouvrage propose une approche philosophique considérant que la politique réside en priorité dans la construction d'identités, qui ne sont pas données mais construites à travers une lutte pour l'hégémonie. L'identité n'est pas essentialisée, mais relationnelle, et la condition d'existence d'une identité est l'affirmation d'une différence. Il est donc possible de créer de nouvelles formes d'identification, et la lutte électorale est une façon de transformer et de façonner des identités collectives. Il faut, pour cela, pouvoir tracer des frontières politiques, non seulement sur le mode droite/gauche, mais par exemple entre ceux d'en haut et ceux d'en bas, ou entre le « peuple » et la « caste », comme l'a fait Podemos.

S'opposent aujourd'hui en France, de plus en plus, une République identitaire et une République égalitaire. La lutte contre les tendances identitaires et les partis xénophobes, à l'échelle française ou européenne, passe-t-elle par un renouveau des modes d'identification collective et, si oui, comment ? Peut-on croire à un retour vers des grands partis de masse structurés notamment par des idéaux de classe ?



capture-d-e-cran-2016-04-08-a-18-01-01

Quand j'ai écrit ce livre, *L'illusion du consensus*, il y a dix ans, je défendais encore la thèse qu'il fallait rétablir la frontière entre gauche et droite, face à toutes les personnes, jusqu'à Emmanuel Macron aujourd'hui, qui prétendaient vouloir « dépasser » ce clivage. J'avais alors encore l'espoir que les partis socialistes pourraient retrouver une véritable identité de gauche. Maintenant, quand je regarde le Pasok en Grèce ou le PS en France, je n'y crois plus du tout.

Ce qui m'a fait changer d'avis est la façon dont la social-démocratie s'est conduite après la crise de 2008. Les partis sociaux-démocrates auraient eu la possibilité d'intervenir, à la manière dont Roosevelt avait lancé le New Deal après la crise de 1929. Mais l'État n'est intervenu que pour sauver les banques et il est devenu flagrant qu'ils étaient les complices de l'hégémonie néolibérale. Parallèlement, il devenait aussi évident que ce n'était pas seulement la classe

ouvrière qui était affectée par le capitalisme financier post-fordiste, mais des fractions toujours plus larges de la population.

Cela ouvrait une configuration nouvelle pour un projet progressiste. Podemos a très bien compris qu'il pouvait exprimer une volonté collective s'adressant à un public allant au-delà du public traditionnel de la gauche, jusqu'à certains électeurs du PP. Pour moi, il est nécessaire d'élaborer un populisme de gauche, car ce n'est pas avec le PS, même rénové, qu'on pourra prétendre arrêter Marine Le Pen.

Il est essentiel de saisir l'importance des affects en politique. Or les populistes de droite comprennent très bien cet aspect de la politique et savent mobiliser les passions. Ce n'est pas à coups de condamnations morales ou de raisonnements rationnels qu'on va lutter contre Marine Le Pen. Spinoza a exprimé quelque chose de fondamental en expliquant que, pour lutter contre une passion, il fallait développer une passion plus forte, et non pas se contenter d'argumenter. L'urgence est de créer des identifications collectives et affectives autour d'un projet progressiste.

Pour ce qui concerne la France, la seule personne qui pourrait faire cela me paraît être Jean-Luc Mélenchon, même si son républicanisme et sa vision de la France comme un pays « universel » me donnent de l'urticaire. Mais il a une vision de ce que pourrait être un populisme de gauche.

Le terme de « populisme » passe pourtant souvent mal...

C'est vrai, et c'est pour cela qu'il est urgent de le resignifier. Le parti allemand Die Linke assume aujourd'hui de se présenter comme un parti populiste de gauche. Il ne faut pas se laisser accuser d'être « populiste ». Je ne suis pas d'accord avec Pierre Rosanvallon, qui juge que le populisme est une perversion de la démocratie. Pour moi, c'est une dimension nécessaire de la démocratie, dont l'étymologie est *demos cratos*. Il faut donc créer un peuple. Aujourd'hui, nous avons une démocratie sans peuple, sans *demos*. Nous vivons dans une post-démocratie qui n'a que l'apparence des institutions démocratiques. Comme le disaient les *Indignados*,

« on a un vote, mais on n'a pas de voix ». Les élections ne permettent guère que de « choisir » entre Coca-Cola et Pepsi-Cola.

Comme je le souligne dans *Le Paradoxe démocratique* [éditions des Beaux-Arts, 2016 – nldr], il existe une tension historique entre deux traditions démocratiques. L'une insiste sur le libéralisme, le pluralisme, la représentativité, le parlementarisme, les libertés individuelles, l'équilibre des pouvoirs... L'autre a à voir avec l'égalité et la souveraineté populaire. En Europe, la tradition libérale réinterprétée par le néolibéralisme est devenue tellement dominante que les impératifs liés à la souveraineté populaire et à l'égalité se sont considérablement réduits. Il est donc nécessaire, sans remettre en question la démocratie pluraliste, de la radicaliser et de rétablir une tension pour réintroduire de l'égalité à l'intérieur du libéralisme démocratique. C'est cela que j'appelle populisme : donner sa place au peuple.



Puerta del Sol, Madrid, 2011 © Christophe Lehousse

Le « mouvement des places » réclamait, et continue de réclamer, une « démocratie réelle ». Vous parlez de « démocratie radicale ». Où se situe la différence ?

Pour moi, il ne s'agit pas d'en finir avec la démocratie pluraliste pour installer un autre type de démocratie, mais de reformuler le projet socialiste sous forme d'une radicalisation de la démocratie. Le problème, dans nos sociétés, réside moins dans les idéaux proférés que dans la façon dont ils ne sont pas mis en pratique. Radicaliser la démocratie suppose à la fois de transformer les structures de pouvoir et d'établir une autre hégémonie que celles que nous vivons.

Mais lorsque nous avons élaboré, avec Ernesto Laclau, cette notion de « démocratie radicale », il y a trente ans, l'idée était de critiquer la social-démocratie pour aller plus loin. Trente ans plus tard, l'hégémonie néolibérale a fait disparaître des éléments et des droits que la social-démocratie avait rendus évidents. On se retrouve donc dans la situation de défendre aujourd'hui des choses qu'on critiquait comme pas assez radicales il y a trente ans ! Il faut rompre avec le néolibéralisme, sans se contenter pour autant de retourner aux positions acquises il y a plusieurs décennies. Pour moi, ce projet de rupture ne peut pas ressembler à ce qu'a été la révolution bolchévique, mais doit passer par un réformisme radical que pourrait porter un populisme de gauche.

Le constat que vous faisiez, voilà dix ans, sur le chemin néolibéral pris par l'Europe, indifférent à la souveraineté de certains peuples, s'est encore durci depuis. Peut-on imaginer une véritable politique démocratique dans le cadre des traités actuels ?

Non, évidemment, on l'a bien vu avec la Grèce. Je fais toutefois encore partie des gens de gauche qui continuent à garder l'espoir d'une refondation démocratique de l'Europe, même après l'épisode grec, à condition qu'on arrive à mettre en place ce populisme de gauche à l'échelle européenne. Si la France, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Italie disposaient de tels gouvernements, ils pourraient tenir tête à l'Allemagne. Pour moi, l'Europe n'est pas intrinsèquement néolibérale et il est possible de construire un projet européen alternatif.

Par quelles voies peut-on alors retrouver de la souveraineté populaire alors qu'on vit un phénomène de dépossession massif, et sans que cette souveraineté ne se confonde alors avec un souverainisme sur lequel les partis de la droite radicale ont des longueurs d'avance ?

C'est un problème sérieux et une discussion que j'ai avec les membres de Podemos, sur la façon d'obtenir une souveraineté partagée à l'échelle européenne. Je crois possible de s'inspirer du concept proposé par une politologue d'origine grecque, Kalypto Nikolaidis,

qui parle de « démocratie » pour signifier qu'il faut trouver une place pour tous les peuples qui nous composent. Non pas concevoir l'Europe à la manière de Jürgen Habermas, comme un superfédéralisme construit par en haut et exigeant de tous les Européens qu'ils renoncent à leur identification nationale, mais comme le maintien de formes de souveraineté et d'identifications nationales à l'intérieur d'un projet européen partagé.

Le juriste Olivier Beaud a aussi évoqué des traditions de fédérations permettant, contrairement à ce que veut nous imposer l'Europe actuelle, de créer des formes d'unité tout en permettant la reconnaissance des différences. Plutôt que de tenter de tout homogénéiser pour le bénéfice de quelques-uns, il me paraît possible de réinvestir et de réorienter l'investissement libidinal très fort autour de l'identification nationale, ainsi que de faire place à la souveraineté populaire, à l'intérieur d'un projet européen qui permettrait de réorienter la globalisation telle que nous la connaissons, ce que la souveraineté à l'intérieur d'une seule nation risque de ne pas être capable de faire.



Chantal Mouffe

Vous écrivez que la démocratie nécessite un « consensus conflictuel » : cet oxymore peut-il être autre chose que rhétorique ?

Une communauté politique, qu'elle se situe au niveau national ou européen – je ne crois pas au niveau cosmopolitique, car pour moi le cosmos ne constitue pas une communauté politique –, nécessite un « consensus conflictuel », au sens où une société requiert, pour pouvoir fonctionner, un accord sur les principes éthico-politiques, c'est-à-dire les valeurs et les passions qui nous font nous mouvoir.

C'est en ce sens que je parle de la démocratie comme d'un espace agonistique, constitué par une lutte entre adversaires, qui se distingue d'un lieu antagonistique, où s'affrontent des ennemis, mais aussi d'un simple conflit entre compétiteurs dont les intérêts pourraient être traités au moyen d'une négociation, ou réconciliés à travers une délibération.

Il n'existe pas de « vérité » de la liberté et de l'égalité, mais une lutte permanente pour définir une vision du bien commun autour de ces notions, puisqu'il peut exister une interprétation social-démocrate, conservatrice, radicale-démocratique ou néolibérale de ces principes d'égalité et de liberté. On ne peut pas définir et tomber d'accord sur un bien commun raisonné et raisonnable, sur une politique citoyenne « neutre » qui satisferait tout le monde. Aujourd'hui, le « sens commun », pour parler comme Antonio Gramsci, est construit et dominé par une vision néolibérale : il faut se méfier de l'État, vivre pour consommer, être en compétition avec les autres...

Si la démocratie ne doit pas nier la conflictualité en son sein, comment des institutions peuvent-elles prendre en compte cette conflictualité, par nature instable ?

Nous possédons déjà les institutions de base. Pour moi, les partis, tout comme le parlementarisme, sont importants. C'est pour cela que j'exprime des doutes sur la démocratie « présentiste », qui prétend se situer au-delà des institutions. Il existe deux façons fondamentales de concevoir la politique. Soit une conception associative, exprimée notamment par Hannah Arendt, où l'on agit en commun et on essaye de trouver une harmonie dans nos différences. Soit une conception dissociative, qui reconnaît que la société est divisée, et où l'on trouve nécessairement du conflit. Elle a été théorisée par Hobbes, Machiavel ou Carl Schmitt. C'est dans cette tradition-là que je m'inscris.

Dans cette conception, quand on gagne une élection, cela ne signifie pas que les gagnants détiennent la vérité, mais qu'ils ont réussi à imposer leur point de vue, pour cette fois en tout cas. La grande question est de savoir si nos institutions représentatives aujourd'hui permettent ce débat

agonistique nécessaire. Pour moi ce n'est pas le cas. C'est pour cela qu'on est dans une crise profonde de la représentation. À partir du moment où l'on a effacé la différence entre la gauche et la droite, il n'existe plus d'alternative susceptible d'offrir des formes différentes d'identification, alors que la politique doit nécessairement être partisane. Il faut donc à la fois redonner aux institutions représentatives le rôle de porter des projets non réconciliables et créer des institutions plus participatives.

Mais il est essentiel de retrouver cette dimension agonistique de la politique. La question se pose alors de savoir quel est le système qui convient le mieux pour un projet agonistique. J'ai eu des débats sur le sujet à Madrid avec des gens de Podemos qui se demandent si le présidentielisme, avec sa dimension d'incarnation, n'est pas mieux à même de porter cette dimension que le parlementarisme. Mais quand on regarde ce qui se passe en France, cela provoque de très sérieux doutes sur le présidentielisme.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.